

République slovaque

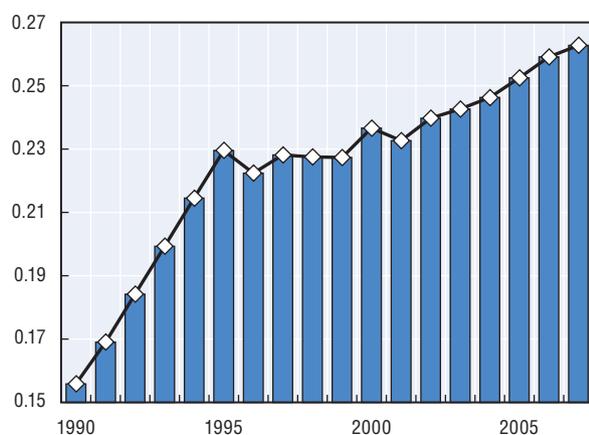
Population et territoire	<ul style="list-style-type: none"> ● 5.4 millions d'habitants, 49 033 km²
Structure administrative	<ul style="list-style-type: none"> ● Pays unitaire. ● Organisation territoriale à deux niveaux : <ul style="list-style-type: none"> ❖ TL2 : quatre oblasts (<i>oblasti</i>). ❖ TL3 : huit régions (<i>kraje</i>), dont une région essentiellement urbaine (Bratislavský kraj) (11 % de la population totale, -0.3 point sur ces quinze dernières années), cinq régions intermédiaires (63 %, +0.7 point) et deux régions essentiellement rurales (25 %, -0.4 point). ❖ 2 891 municipalités (<i>obec</i>), dont 138 ont le statut de grande ville.
Part des administrations infranationales dans le total des dépenses/recettes	<ul style="list-style-type: none"> ● Dépenses : 17.4 % (2009). ● Recettes : 11.9 % (2009).
Concentration et inégalités	<ul style="list-style-type: none"> ● L'économie et la population de la République slovaque sont les moins concentrées des pays de l'OCDE. ● L'inégalité des régions TL2 au regard du PIB par habitant s'est accrue de 1990 à 2007. Du début au milieu des années 90, cette évolution a été plus rapide que par la suite, jusqu'en 2007. ● L'accroissement de l'inégalité résulte de l'avance de la Bratislavský kraj sur les autres régions, notamment les régions retardataires Vychodne Slovensko et Stredne Slovensko qui perdent encore plus de terrain. ● Le PIB par habitant de la Bratislavský kraj, dont le taux de croissance (5.5 %) est depuis dix ans le plus fort des taux régionaux TL2, dépasse la moyenne nationale, la dépassant de 138 % en 2007 contre 73 % seulement en 1990. La Bratislavský kraj produit un quart (24.6 %) du PIB national mais, du fait de son rythme de croissance, elle a contribué pour une plus large part à la croissance du PIB national (32.6 %) ces dix dernières années. ● Les régions retardataires Vychodne Slovensko et Stredne Slovensko ont pris plus de retard encore, car leur PIB par habitant a augmenté plus lentement (aux rythmes de 3.6 % et 3.5 % respectivement) que la moyenne nationale (4.2 %). Le PIB par habitant de Vychodne Slovensko est passé, entre 1990 et 2007, de 18 % à 27 % au-dessous de la moyenne nationale, et celui de Stredne Slovensko, de 6 % à 20 % sur la même période. Malgré leur taux de croissance inférieur à la moyenne, leur contribution totale à la croissance nationale globale du PIB s'élevait à 36.1 (19.3 % pour Vychodne Slovensko et 16.9 % pour Stredne Slovensko).
Principaux enjeux	<ul style="list-style-type: none"> ● Disparités régionales Est-Ouest, croissance économique à deux vitesses. ● Intégration sociale.
Objectifs de la politique régionale	<ul style="list-style-type: none"> ● Politique de développement régional et sectoriel durable, territorialisé et équilibré visant trois objectifs essentiels : ● l'efficacité, selon un indice d'innovation et de compétitivité. ● l'équité, l'élévation du niveau de vie, selon un indice de cohésion. ● la qualité de l'environnement et la valeur de l'espace rural slovaque.
Cadre juridique/institutionnel de la politique régionale	<ul style="list-style-type: none"> ● Loi en faveur du développement régional (2008). ● Stratégie nationale de développement régional 2010-2030 (2010), en cours d'examen parlementaire.
Cadre de la politique urbaine	<ul style="list-style-type: none"> ● La KURS prévoit des mesures en faveur du développement urbain de la République slovaque.
Cadre de la politique rurale ²	<ul style="list-style-type: none"> ● La KURS prévoit des mesures en faveur du développement rural de la République slovaque.
Principaux outils de la politique régionale	—
Coordination centralisée de l'action publique	<ul style="list-style-type: none"> ● Rôle coordinateur du Ministère de la construction et du développement régional. ● Conseil gouvernemental de politique régionale et de supervision des interventions structurelles.
Gouvernance multi-niveaux entre les administrations centrale et infranationales	<ul style="list-style-type: none"> ● Organismes de développement régional. ● Opérations d'aménagement de l'espace, plans aux trois niveaux d'administration, du niveau national à l'échelon municipal (obligation légale de respecter les principes directeurs de la KURS dans les plans régionaux et de respecter les plans régionaux dans le plan des villes).
Coordination régionale de l'action publique (transversale)	<ul style="list-style-type: none"> ● Autonomie régionale (les huit unités territoriales de niveau supérieur).
Coordination régionale de l'action publique (géographique)	<ul style="list-style-type: none"> ● Planification régionale obligatoire (obligation légale de respecter les principes directeurs de la KURS dans les plans régionaux et de respecter les plans régionaux dans le plan des villes).
Évaluation et suivi	<ul style="list-style-type: none"> ● Les autorités chargées de la planification de l'espace doivent évaluer les plans d'aménagement tous les quatre ans.
Orientations futures de la politique régionale	<ul style="list-style-type: none"> ● Réforme de décentralisation, planification stratégique, l'accent est mis sur la viabilité, la croissance verte, la politique territorialisée de développement régional, l'équité, l'efficacité et un environnement rural plus sain.

1. Dans tous les États membres de l'UE, le Cadre de référence stratégique national prévu par la Politique de cohésion fait également partie du cadre juridique/institutionnel.

2. Dans tous les États membres de l'UE, le Plan stratégique national (et, dans les pays fédéraux et les pays fortement régionalisés, les Plans régionaux de développement rural [PDR]) est un document de base de la politique rurale prescrit par les Programmes de l'UE en faveur du développement rural. Chaque membre peut, au choix, soumettre un Plan stratégique national unique pour l'ensemble de son territoire ou subdiviser ce territoire en régions et soumettre un ensemble de PDR.

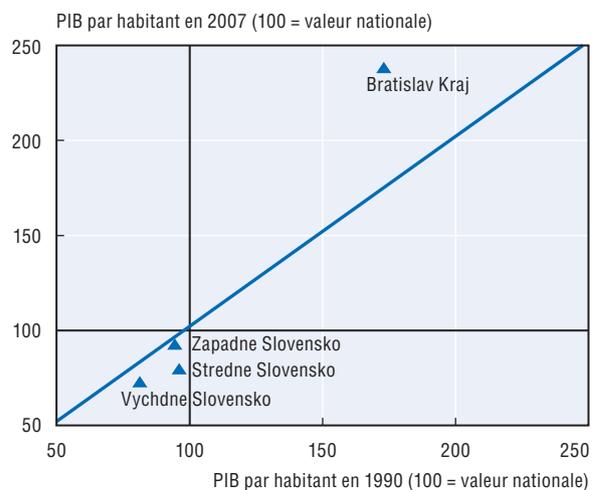
Indice de Gini des disparités régionales du PIB par habitant (TL2), 1990-2007

République slovaque (TL2)

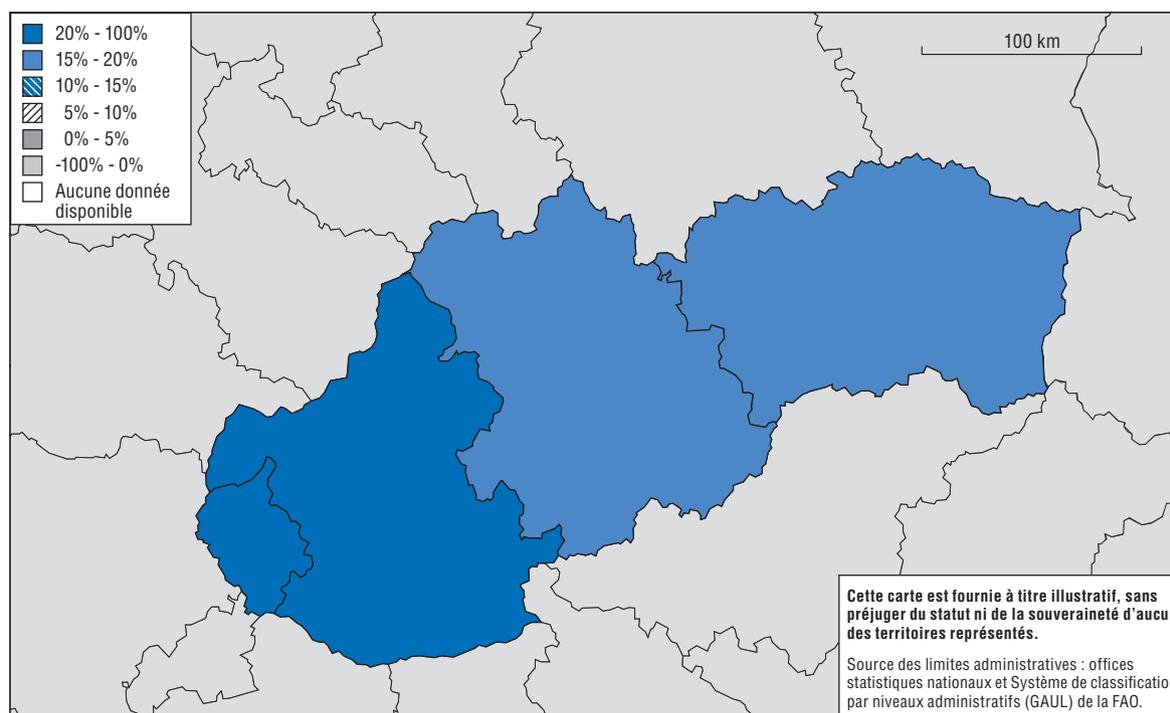


Évolution régionale du PIB par habitant, 1990 et 2007

République slovaque (TL2)



Contribution régionale (en %) à la croissance du PIB national, 1995-2007



Source : estimations fondées sur les données de Cambridge Econometrics et sur la Base de données régionales de l'OCDE (2009).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933009520>



Extrait de :

OECD Regional Outlook 2011

Building Resilient Regions for Stronger Economies

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264120983-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Slovénie », dans *OECD Regional Outlook 2011 : Building Resilient Regions for Stronger Economies*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264121126-44-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.